

De quoi La France Insoumise est-elle le nom ?

Politique

Par [Guillaume Duval](#)

Publié le 7 avril 2026

ancien speechwriter de Josep Borrell, Haut Représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Président de la Commission européenne

Les résultats de la France Insoumise aux élections municipales ont souvent été surinterprétés sur la base de quelques cas emblématiques comme la ville de Saint Denis ou celle de Toulouse alors qu'ils restent le plus souvent en retrait sensible par rapport à la Présidentielle de 2022 ou aux Européennes de 2024. Il n'empêche : ces élections ont confirmé l'ancrage territorial incontestable de LFI et la résilience de son électorat dans la jeunesse et les quartiers populaires malgré le pilonnage subi à la suite de la mort de Quentin Deranque et des multiples dérapages de Jean-Luc Mélenchon. Si la gauche non mélenchoniste veut reconquérir les jeunes et les classes populaires qui lui font défaut, il lui faut comprendre les raisons qui poussent ces

électeurs dans les bras de La France Insoumise et répondre sur le fond et dans sa pratique à ces préoccupations.

Les frustrations des couches populaires issues de l'immigration

Sur le plan sociologique, cet ancrage résulte d'un double phénomène. LFI est parvenue tout d'abord à devenir dans de nombreuses villes, et notamment en région parisienne, le réceptacle des frustrations des couches populaires issues de l'immigration, victimes de multiples discriminations, que les autres forces politiques ont le plus souvent continué à tenir en lisière du pouvoir, y compris dans les villes où elles étaient majoritaires. De plus, quand elles étaient aux affaires à l'échelle nationale, ces forces n'ont jamais engagé de politique réellement sérieuse et décidée de lutte contre les discriminations dans l'accès au logement, à l'emploi ou encore dans les rapports avec la police même quand il s'agissait de la gauche de gouvernement.

La France Insoumise bénéficie aussi plus largement d'un soutien très important dans les jeunes générations. Ces deux dimensions ne sont pas indépendantes l'une de l'autre dans la mesure où la proportion des jeunes issus de l'immigration est sensiblement plus élevée que dans la population générale. Mais le soutien que reçoit la France Insoumise au sein de la jeunesse dépasse largement ce cadre et touche également de nombreux jeunes dépourvus de lien de ce type.

Selon le dernier sondage réalisé par l'IFOP en vue de la présidentielle de 2027, Jean-Luc Mélenchon recevrait ainsi les voix de 11 % des électeurs au total, mais de 16 % des électeurs de moins de 35 ans, moitié plus. Tandis que Raphaël Glucksmann qui mobiliserait 10 % de l'ensemble de l'électorat

n'aurait le soutien que de 8 % des moins de 35 ans. Chez les cadres supérieurs et professions intellectuelles, Jean-Luc Mélenchon fait également mieux que Raphael Glucksmann avec 13 % de soutien contre 12 % contrairement à ce qu'on pourrait attendre. L'écart est plus net encore chez l'ensemble des diplômés du supérieur de second ou troisième cycle avec 15 % contre 12 %.

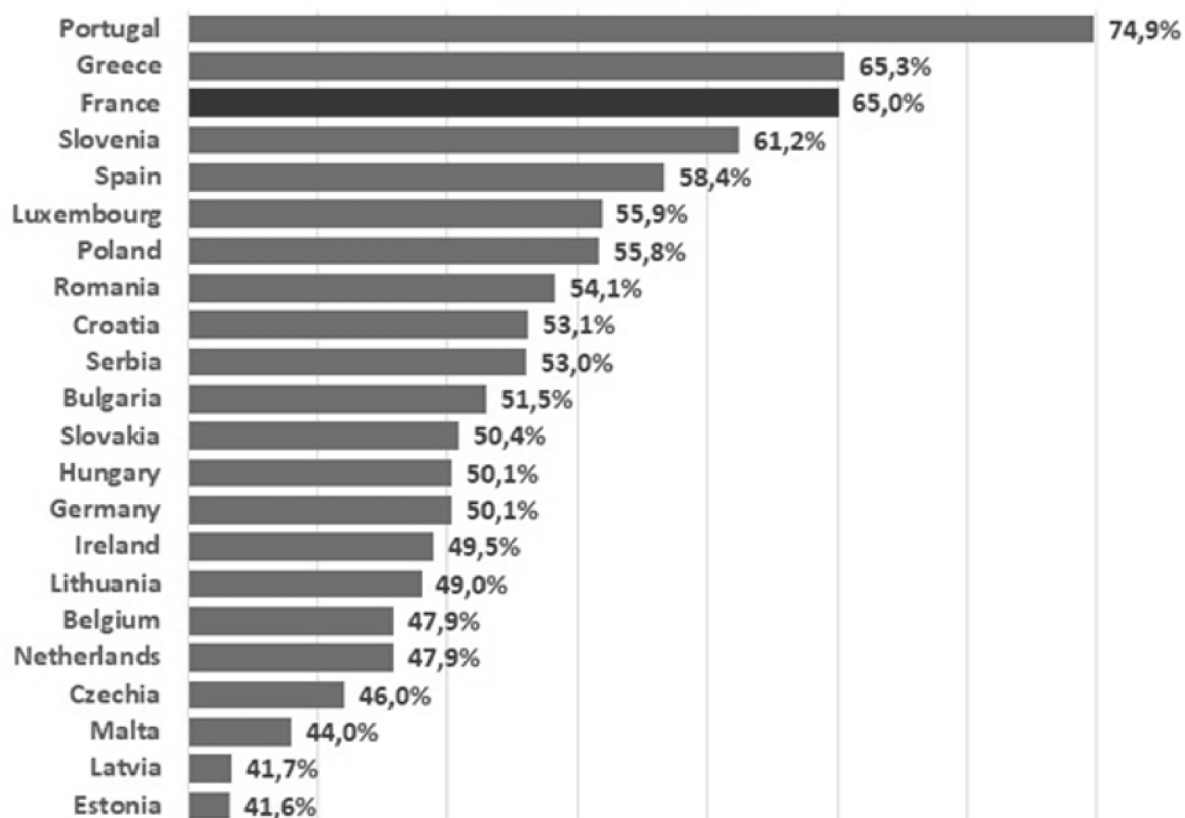
Le poids de LFI dans la jeunesse s'explique par les échecs de la gauche et de la droite de gouvernement

Il n'est pas surprenant que les jeunes générations soient tentées par des offres politiques plus radicales que leurs aînés. Il en a presque toujours été ainsi. Mais l'attrait qu'exerce La France Insoumise sur les jeunes générations très éduquées et leur ancrage solide dans un tel soutien malgré l'ostracisme généralisé dont fait l'objet ce mouvement aujourd'hui, s'explique aussi beaucoup par les politiques publiques menées par la gauche comme par la droite de gouvernement depuis le début des années 1990.

Ou plus exactement il s'explique en particulier par la contradiction totale entre deux politiques menées avec beaucoup de continuité depuis bientôt 40 ans : d'un côté la politique de l'emploi a constamment visé à créer en priorité des emplois précaires et mal payés tandis que de l'autre la politique éducative a poussé les jeunes à poursuivre plus longtemps leurs études et notamment à aller en masse à l'université.

Ratio entre le salaire minimum et le salaire médian en 2022 en %

Source : Eurostat



Lecture : en France, le salaire minimum représente 65 % du salaire médian. Autrement dit la moitié des salariés gagne entre 1 SMIC et 1,5 SMIC. Tandis qu'en Allemagne, cette moitié gagne entre 1 et 2 salaires minimums. La France est un des pays d'Europe où le plus de salariés ont un salaire proche du SMIC.

Chacune de ces politiques a rencontré un grand succès. Grâce aux exonérations massives de cotisations sociales à proximité du SMIC et au détricotage du droit du travail, des politiques constamment menées depuis le début des années 1990 (à l'exception notable de la période du gouvernement de Lionel Jospin entre 1997 et 2002), ce sont surtout des emplois précaires et mal payés qui ont été créés en France au cours des dernières décennies.

Ces politiques ont eu notamment pour effet de transférer le financement de la protection sociale des emplois du secteur des services, où se concentrent les personnes les moins bien

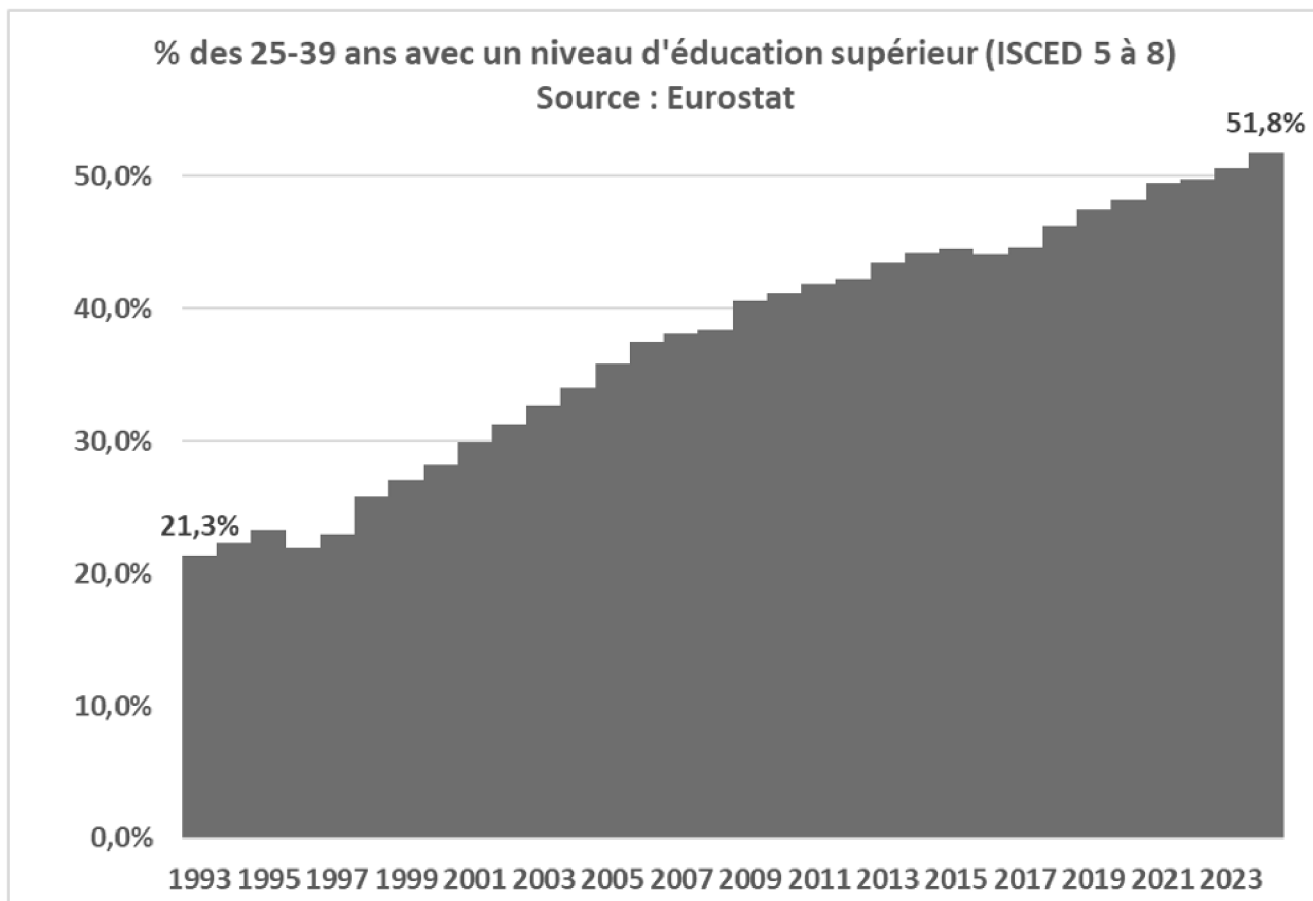
rémunérées et donc les plus exonérées de cotisations sociales patronales, vers les emplois industriels, généralement mieux payés et plus stables que ceux du secteur des services pour lesquels la hausse des cotisations patronales a compensé de facto le manque à gagner sur les bas salaires.

Cette politique a donc contribué à accélérer la désindustrialisation de la France et à supprimer des emplois plus stables et bien rémunérés comme le soulignait déjà en 2012 le rapport de Louis Gallois sur la compétitivité française.

Des politiques en matière d'éducation et d'emploi contradictoires

Du fait de cette politique d'exonération de cotisations sociales à proximité du SMIC, on a non seulement créé surtout des emplois mal rémunérés en France, mais en plus les personnes qui occupent ces emplois ont été condamnées à rester longtemps à ces niveaux de rémunérations très bas. Si un employeur veut augmenter de 10% une personne rémunérée au SMIC, les cotisations sociales patronales triplent et le coût du travail global augmente de 18 % pour ledit employeur ce qui est très dissuasif. C'est ce qu'on appelle l'effet de trappe à bas salaire.

Moyennant quoi au bout de 40 ans, la France est devenue, après la Grèce et le Portugal, le troisième pays de l'Union Européenne où la hiérarchie des salaires est la plus concentrée à proximité du salaire minimum selon les chiffres d'Eurostat. Et comme partout, ce sont surtout des jeunes sortant du système scolaire qui occupent ces emplois rémunérés au smic.



Parallèlement les gouvernements successifs ont poussé au contraire les jeunes à prolonger toujours plus leurs études. En 1993, 21 % des 25-39 ans avaient suivi des études supérieures, en 2024, ce pourcentage était monté à 52 % selon les données d'Eurostat. Cette proportion a donc plus que doublé en trente ans. Ce n'est évidemment pas une mauvaise politique d'avoir cherché à élever ainsi fortement le niveau de formation initiale des jeunes français même si cela a le plus souvent été fait dans de mauvaises conditions avec notamment des budgets par étudiant en baisse sensible sur cette période et une dégradation marquée des conditions d'études dans les universités françaises. La France était en effet plutôt en retard sur le plan de la qualification de sa main d'œuvre par rapport aux autres pays développés dans les années 1970 et 1980.

Mais ces deux politiques publiques sont entrées en collision frontale. Les exonérations de cotisations sociales à proximité du SMIC avaient été mises en place à l'origine dans le but de faire reculer le chômage des personnes peu qualifiées. Malgré la

création de très nombreux emplois rémunérés au SMIC, ce chômage a cependant peu reculé au cours des dernières décennies. Nous vivons dans des sociétés où les salariés, même dans les fonctions les moins bien rémunérées, doivent impérativement faire preuve de qualifications croissantes. Ils doivent le plus souvent savoir lire, écrire et compter. Ils doivent aussi être capables d'autonomie et d'assurer par eux-mêmes un travail de qualité. Il leur faut également être capables d'interagir efficacement avec leurs collègues et leurs clients ou usagers, notamment dans les métiers de service en fort développement. Bref, même si leur travail coûte moins cher qu'avant, les personnes sans qualifications, restées durablement hors de l'emploi, peinent toujours autant à en trouver un. Il n'existe guère d'autre solution pour les réintégrer sur le marché du travail que de les aider à se requalifier et de les accompagner dans ce processus. C'est le type de travail que font les entreprises d'insertion ou encore les Territoires Zéro Chômeurs de Longue Durée (TZCLD). Il s'agit certes de dispositifs coûteux en termes de dépenses publiques mais il n'existe pas vraiment d'alternatives si on veut résoudre ce problème majeur.

Des frustrations majeures et légitimes

Et comme dans le même temps, le niveau de qualification initiale des jeunes s'est beaucoup élevé sans que se créent un nombre d'emplois qualifiés et bien rémunérés correspondants, ce sont surtout des jeunes beaucoup plus qualifiés que leurs aînés qui ont occupé ces emplois rémunérés au smic. Et il en a été de même le long de toute la hiérarchie des emplois et des salaires suscitant un profond sentiment de déclassement dans cette jeunesse éduquée.

Cette contradiction frontale et durable entre les politiques publiques en matière d'emploi d'une part et d'éducation d'autre

part, menées avec beaucoup de constance depuis quarante ans par-delà les alternances politiques, a donc, sans surprise, engendré des frustrations très profondes parmi les jeunes générations qui se sont senti flouées. A cela se sont ajoutées aussi les évolutions très négatives constatées sur le marché de l'immobilier, que ni la gauche ni la droite de gouvernement n'ont su maîtriser. Les prix de l'immobilier se sont tellement accrus dans les grandes villes et les zones d'emploi, du fait en particulier des politiques monétaires des banques centrales, depuis quarante ans que seuls désormais des héritiers peuvent espérer accéder à la propriété.

Il n'est donc pas surprenant que les jeunes générations soient désormais en rupture profonde avec les forces politiques auxquelles leurs aînés avaient accordé leur confiance jusque-là. La gauche et la droite de gouvernement, sont effectivement responsables conjointement de ce fiasco combiné des politiques de lutte contre les discriminations, de l'emploi, de l'éducation et du logement. De ce fait, les jeunes générations se tournent en priorité aujourd'hui vers l'abstention ou, quand elles en sortent, vers la gauche de la gauche et la France Insoumise ou vers l'extrême droite et le Rassemblement National.

Les indignations moralisatrices anti LFI Sont contre-productives

Dans un tel contexte, il reste bien entendu indispensable de dénoncer le manque de démocratie au sein de LFI et le culte du chef qui sont en contradiction flagrante avec la volonté de démocratisation annoncée, la complaisance à l'égard des régimes autoritaires et notamment vis-à-vis de celui de Vladimir Poutine, le caractère démagogique et irréaliste de son programme économique ou encore les ambiguïtés de La France Insoumise sur la question du communautarisme ou de l'antisémitisme.

Mais il ne faut pas se faire d'illusions : les vagues d'indignation moralisatrice comme celles qui se sont déployées ces dernières semaines, ne sont que d'une utilité très limitée pour espérer détacher de LFI l'électorat de la jeunesse et des quartiers populaires qui lui font confiance. Elles sont même le plus souvent contre-productives car elles tendent à provoquer un réflexe de forteresse assiégée qui incite à resserrer les rangs autour de Jean-Luc Mélenchon. Et elles risquent fort d'être perçues surtout comme l'expression de la volonté des générations plus âgées de défendre à tout prix un statu quo défavorable aux jeunes.

Si la gauche non mélenchoniste veut pouvoir détacher les jeunes et les habitants des quartiers populaires de La France Insoumise, il faut qu'elle s'attaque enfin sérieusement aux causes structurelles de son divorce avec ces couches de la société.

Lutte contre les discriminations, emplois de qualité, logement

Elle doit tout d'abord mettre enfin le sujet de la lutte contre les discriminations au cœur de son projet politique. Le mantra de l'universalisme républicain lui a souvent servi de prétexte jusqu'ici pour ne pas engager de politique volontariste en matière de lutte pour l'égalité réelle et pour l'effectivité des droits. Elle doit aussi parvenir à incarner cette lutte contre les discriminations dans la composition de ses instances dirigeantes comme dans les candidatures qu'elle met en avant à tous les échelons. C'est évidemment d'autant plus difficile que sous la pression de l'idéologie trumpiste et des médias Bolloré, la droite raciste et xénophobe s'est largement imposée pour l'instant dans la bataille culturelle. Mais même si ce n'est plus dans l'air du temps, cela reste plus indispensable que jamais.

Il lui faut ensuite rompre clairement dans son projet politique avec les politiques de recul des droits sociaux individuels et collectifs des salariés et avec les politiques publiques visant à créer en priorité des emplois mal rémunérés. Il ne peut pas s'agir bien sûr dans ce domaine de donner un coup de barre violent qui risquerait de déstabiliser de nombreux secteurs d'activité. La réduction des exonérations de cotisations sociales à proximité du SMIC doit être progressive mais la direction indiquée doit être claire.

En matière d'enseignement supérieur, la priorité des priorités doit être de rétablir des conditions d'études décentes et un enseignement supérieur de qualité en augmentant significativement les budgets alloués par étudiant. Dans un contexte budgétaire très contraint, cela implique probablement de limiter davantage l'accès aux études supérieures longues et de privilégier plutôt des filières professionnalisantes plus courtes. Dans un tel contexte, il faudra veiller cependant à ce que l'accès aux études longues ne redevienne pas seulement l'apanage des enfants des classes les plus aisées, comme c'était le cas dans les décennies antérieures, en prenant des mesures fortes de discrimination positive et de soutien financier aux étudiants issus des milieux populaires.

Enfin, le dossier du logement et de l'immobilier doit être lui aussi évidemment central, malgré la situation budgétaire très tendue, en favorisant le redémarrage de la construction de logements sociaux, la maîtrise du foncier par les collectivités territoriales, les incitations à remettre sur le marché les logements vides ou sous occupés...

Bref, pour que la gauche non mélenchoniste parvienne à reconquérir la jeunesse et les couches populaires qui lui font défaut au profit de LFI, il ne lui suffit pas de se saisir de chacune des provocations et de chacun des dérapages de Jean-Luc Mélenchon, il lui faut aussi et surtout se remettre en cause en rénovant son projet et sa pratique politique.